

"de la cité de Montréal; nous devons donc prendre des mesures pour que nos bonnes intentions puissent avoir leur effet." Avec un pareil langage, les campagnes ne peuvent faire autre chose que ce qui suit: "Marcher sans la ville."

Ainsi donc, il nous semble qu'à présent les campagnes ne doivent pas attendre d'impulsion ni d'élan de la part de la cité de Montréal. Elles doivent se suffire à elles-mêmes; elles doivent trouver dans leur sein de quoi s'organiser. Cette organisation doit se faire par paroisse. Les paroisses qui sont peu riches ou peu peuplées doivent s'unir à quelqu'autre paroisse voisine, et former avec elle une association qui pourrait même embrasser toutes les paroisses d'un même comté. Ces paroisses éliraient leurs officiers, et le comité formé par la réunion de ces officiers (élu pour le temps que l'on jugerait à propos) conduirait toutes les affaires de l'association, et recevrait les souscriptions de tous les membres appartenant à cette même association. Alors le comté établirait dans les townships sa propre population; il saurait ce qu'il fait et qui il protège et favorise. De cette manière il serait sûr et de ses moyens, et de son action, et des résultats de cette action. Peut-être cette organisation ne serait-elle pas aussi économique que celle que l'on avait d'abord en vue; néanmoins nous croyons que les fruits qui en résulteraient seraient plus considérables et plus prompts. D'ailleurs il y a dans le plan que nous suggérons un avantage immense et incontestable, c'est celui-ci. Les personnes qui contribueraient, pourraient voir elles-mêmes quels sont les colons que l'on veut établir; elles verront encore quels moyens on adopte à cet effet, comment on emploie leurs fonds pour cet objet, et finalement quels sont les avantages de toutes ces démarches et de toutes ces dépenses, d'abord pour le pays en général, ensuite pour

les colons eux-mêmes, et finalement pour les paroisses qui ont contribué et qui ont fourni l'émigration. Ce ne sont pas là de faibles considérations, ni de vaines utopies. Ce sont les conséquences naturelles du plan que nous suggérons et que nous livrons à l'attention et à la méditation de tous ceux qui d'abord sont spécialement intéressés dans la colonisation des townships, et ensuite de tous les vrais amis du pays.

Quelque soit le plan que l'on adopte, quelque soit l'organisation qui doive prévaloir, nous sommes certain qu'on ne nous contestera pas ce qui suit. C'est qu'il faut que l'on agisse promptement et efficacement. Chaque jour, chaque heure de retard chez nos compatriotes des campagnes, c'est une dépense de plus et un profit de moins pour eux, et un avantage immense de moins pour le pays. Il est donc mille motifs qui doivent engager les populations rurales à se mettre de suite et avec vigueur à l'œuvre de la colonisation. Suivant nous, puisque l'association de la ville éprouve du retard, que les campagnes marchent toujours; la ville viendra plus tard. L'impulsion d'ailleurs ne doit plus, dans cette affaire, partir d'autre place que du sein de la chaumière de l'agriculteur. C'est là que doit être la force de la colonisation, c'est là que doivent en être les moyens, c'est de là que doit partir l'émigration, et par là même que doit être l'exemple à suivre. Ainsi donc encore une fois, si la ville ne marche pas, que les cultivateurs ne l'attendent pas, et qu'ils marchent seuls; c'est de leur intérêt qu'il s'agit; ils ont en eux et pour eux tout pour réussir.

Nos lecteurs verront par ce qui précède que nous ne parlons ici que du seul district de Montréal. Nous ne disons rien de celui de Québec, car d'après tous les renseignements qui nous parviennent les choses y vont bien. Dans la seule ville de Québec, il y